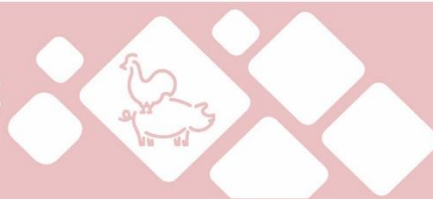


CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Octobre 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Sur les huit premiers mois de 2024, le dynamisme des abattages de volailles s'est poursuivi (+ 15,5 %) en lien avec la croissance continue des abattages de poulets et la reprise des abattages de canard gras. La consommation est restée dynamique.
- Sur la même période et parallèlement à la hausse de l'offre, les exportations de viandes et préparations de poulet ont augmenté (+ 15,0 %) vers l'ensemble des marchés. Néanmoins, les importations françaises de viandes et préparations de poulet ont confirmé leur hausse, en juillet et en août.
- Depuis mi-septembre, la cotation TNO calibre M a accéléré sa hausse dans un contexte de tension sur les volumes rapportée par les opérateurs. En cumul sur 9 mois 2024, les achats d'œufs des ménages ont progressé (+ 3,3 %), même si une baisse des achats est observée au mois de septembre. Après une période de repli, les achats d'œufs biologique et label rouge se sont stabilisés. En cumul sur 8 mois, le marché des œufs coquilles et des ovoproduits alimentaire est dynamique avec une hausse des exportations, limitée aux ovoproduits alimentaires, ainsi que des importations aussi bien d'œufs coquilles que d'ovoproduits alimentaires.

VIANDE PORCINE

- En septembre 2024, le recul des abattages de porcs tend à se stabiliser (- 0,2 % en volume et - 1,3 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises ont connu un retournement de tendance saisonnière depuis août pour revenir à fin octobre à environ 1,93 €/kg de carcasse classe S. Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, ces facteurs n'affectent pas la rentabilité des élevages.
- Sur les huit premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations s'effritent.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) tend à se stabiliser.

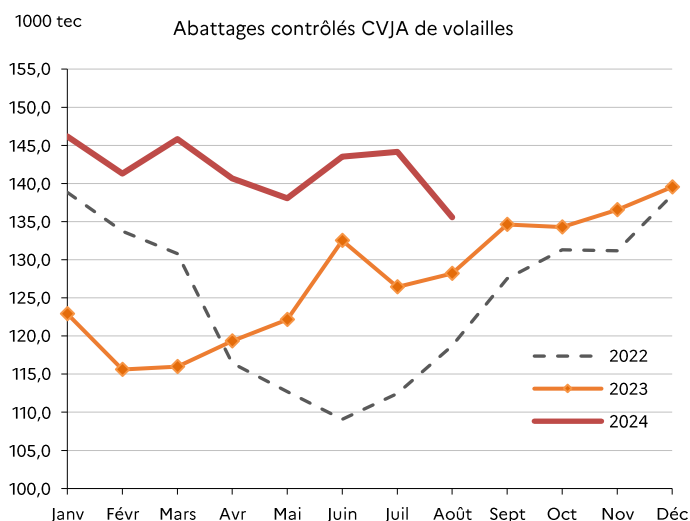
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en juillet 2024 (+ 8,2 % par rapport à juillet 2023), avec des évolutions positives pour toutes les espèces : bovins (+ 8,2 %), porcins (- 0,1 %), poulet (+ 8,2 %), pondeuses (+ 7,1 %).
- En août 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 0,1 %, volailles - 0,1 %).

VOLAILLES DE CHAIR

- En juillet 2024, les **misés en place** de volailles de chair ont progressé (+ 3,3 %) par rapport à juillet 2023 en conséquence de la hausse des mises en place de poulets (+ 2,8 %) et de canetons (+ 16,4 %). Tandis que les mises en place de dindes sont en repli (- 2,4 %).

Sur les huit premiers mois de 2024, le dynamisme des **abattages** de volailles s'est poursuivi (+ 15,5 %). La filière poulet continue de connaître une croissance soutenue (+ 11,3 %). Après une année 2023 marquée par de faibles niveaux d'abattages, les abattages ont repris pour les canards gras et à rôtir (respectivement + 66,7 % et + 49,0 %) ainsi que pour les dindes (+ 14,4 %). Ces hausses d'abattages sont néanmoins à nuancer. En effet, seuls les abattages de poulets et de canards gras sont supérieurs à la moyenne 2019-2021 (respectivement + 11,7 % et + 6,4 %). Alors que les abattages de dindes sont eux en recul (- 17,4 %), tout comme ceux de canards à rôtir (- 7,3 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

- En parallèle de l'augmentation de la production, sur les huit premiers mois de 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet sont restées orientées à la hausse (+ 15,0 %, soit + 31,2 ktec), en augmentation vers l'Union européenne (+ 14,0%, soit + 17,1 ktec) et les pays tiers (+ 16,4 %, soit + 14,1 ktec). Les exportations ont particulièrement été dynamiques vers les Pays-Bas (+ 58,5 %, soit + 14,1 ktec), hausse qui s'explique toujours en partie par des réexpéditions de produits britanniques à faible valeur, l'Arabie Saoudite (+ 12,4 % soit + 5,4 ktec), le Royaume-Uni (+ 13,7 % soit + 1,8 ktec) et l'Afrique Subsaharienne (+ 16,2 % soit + 1,8 ktec).

Après une période de relative stabilité, la hausse des importations s'est confirmée avec des volumes en augmentation sur les mois de juillet (+ 14,9 %) et août (+ 3,9 %). Ainsi, sur les huit premiers mois de 2024, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont connu une hausse (+ 2,8 %, soit + 14,6 ktec). Cette augmentation est portée par le renforcement des envois depuis la Pologne (+ 13,8 %, soit + 21,4 ktec). Dans le même temps, les importations sont en repli depuis les autres principaux fournisseurs notamment la Belgique (- 2,1 % soit - 2,9 ktec) et les Pays-Bas (- 9,6 % soit - 8,4 ktec). Par ailleurs, en valeur, les importations françaises de viandes et préparations de poulet sont restées stables (+ 0,5 %).

Au global, sur les huit premiers mois de 2024, le **solde** des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 297 ktec et de 851 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (29 ktec) et en valeur (100 millions d'euros).

- En cumul sur 9 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles ont poursuivi leur hausse (+ 7,1 %) soutenus par la baisse des prix qui s'est accentuée (- 3,2 %). Les achats de viande de poulet sont toujours plébiscités (+ 4,6 %) tirés par le segment des découpes (+ 5,4 %) alors que les achats de poulet entier PAC ont reculé (- 0,9 %). Cette hausse des achats a également concerné la dinde (+ 7,1 %). Quant à la forte augmentation des achats de canard (+ 73,8 %), elle fait suite à des niveaux très bas l'an dernier consécutif du manque d'offre rencontré en rayon. Les achats d'élaborés (hors charcuterie) ont également stimulé la consommation de volailles (+ 8,5 %), tout comme les achats de charcuterie de volailles (+ 3,0 %).

LAPINS

En cumul sur 8 mois 2024, les abattages de lapins ont continué leur repli (- 6,7 %). La cotation nationale du lapin vif s'est établie à 2,55 €/kg en semaine 41, elle a ainsi rejoint son niveau de l'an dernier à la même date (- 1 centime/s.41 2023).

Sur les huit premiers mois de 2024, les tendances se sont maintenues avec des **exportations** qui ont progressé (+ 9,9 %, soit + 227 tec). En ce qui concerne les exportations, si le marché est porteur vers l'Union européenne (+ 14,5 % soit + 261 tec) notamment vers l'Italie et la Belgique, il reste plus atone vers les pays tiers (- 6,9 %, soit - 34 tec) en lien avec le repli des exportations vers les États-Unis et Hong-Kong. Quant aux **importations** françaises de viande de lapin, elles ont fortement diminué (- 24,2 %, soit - 128 tec) avec une baisse des importations depuis les principaux fournisseurs européens (Belgique et Espagne). Depuis la Chine, on observe un retour des envois pour le moment limité au mois d'août (+ 54 tec). Au global, le **solde** des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 2 115 tec et de 9,8 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 355 tec et de 1,9 million d'euros.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 6 mois, les **misés en place** de poulettes de ponte se sont stabilisées (- 0,3 %) mais ont connu deux fortes baisses consécutives sur les mois de mai et juin, respectivement - 11,6 % et - 22,4 %.

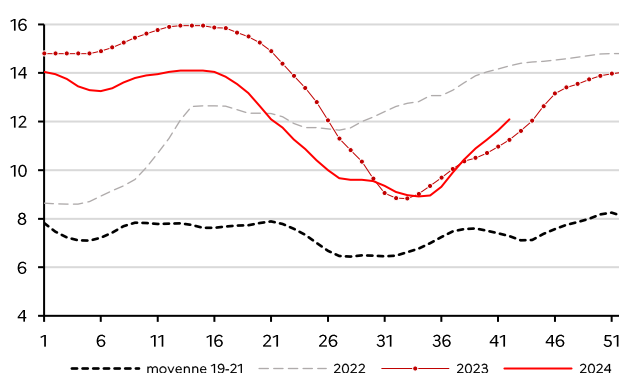
En cumul sur 8 mois 2024, le marché des œufs coquilles et des ovoproduits alimentaire est dynamique avec une hausse des exportations (+ 18,3 %, soit + 11,5 ktéoc) ainsi que des importations (+ 12,9 %, soit + 11,3 ktéoc). Dans le détail, les **exportations** d'œufs coquilles sont en repli (- 9,6 % soit - 1,1 ktéoc), face à une demande intérieure forte, alors que les exportations d'ovoproduits alimentaires sont à des niveaux très élevés (+ 24,7 % soit + 12,7 ktéoc). Les exportations d'ovoproduits alimentaires sont en hausse notamment vers la Belgique (+ 26,4 %), l'Espagne (+ 88,0 %), l'Italie (+ 24,1 %) et le Royaume-Uni (+ 31,4 %). Par ailleurs, la hausse des **importations** d'œufs coquilles est plus marquée (+ 22,3 % soit + 8,9 ktéoc) que celle des ovoproduits alimentaires (+ 5,2 %, soit + 2,5 ktéoc). Avec pour ces deux produits des importations en hausse depuis l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique.

Au global, sur les huit premiers mois de 2024, le **solde global** des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire, conséquence du retour des importations. En cumul sur les 8 premiers mois, le solde atteint - 11 ktéoc en volume et - 23 millions d'euros. Il s'améliore ainsi de 5 ktéoc et de 19 millions d'euros au regard de 2023.

Depuis mi-septembre, la **cotation** TNO calibre M a accéléré sa hausse dans un contexte de tension sur les volumes rapportée par les opérateurs. En semaine 43, elle a atteint 12,55 € / 100 œufs (+ 0,93 € / s.43 2023).

En septembre, les achats des ménages ont diminué pour la première fois depuis le début de l'année 2023 (- 5,8 %), selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel. Toutefois, en cumul sur 9 mois 2024, les **achats d'œufs des ménages** ont progressé (+ 3,3 %). Les achats d'œufs plein air hors label rouge et au sol sont toujours les plus fortement contributeurs à la croissance (respectivement + 8,2 % et + 7,1 %). Après une période de repli, les achats d'œufs biologique et label rouge se sont stabilisés (respectivement - 0,6 %, et + 0,7 %). Au niveau des prix, ils n'ont pas enclenché de mouvement net de déflation (- 0,8 %).

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

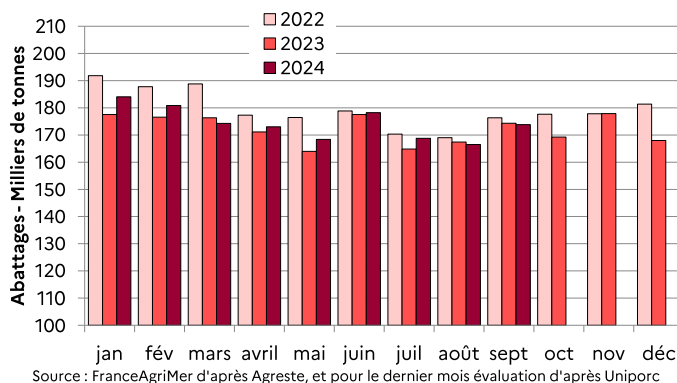
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, les **abattages français** des 9 premiers mois de 2024 apparaissent en légère progression par rapport à ceux de 2023 (+1,2 %). Même sur 12 mois glissants, les volumes sont quasi-stables (-0,2 % par rapport aux 12 mois antérieurs, alors qu'en avril 2024, sur 12 mois glissants, la baisse était de 1,8 %). En têtes cependant, les abattages sont en recul de 1,3 %.

Ces chiffres témoignent ainsi d'une relative amélioration, alors que dans le même temps la baisse du **cheptel** se confirme. Les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de mai 2024 indiquent en effet un recul de 2,8 % pour les truies par rapport à 2023 et 3,5 % pour l'ensemble des porcs.

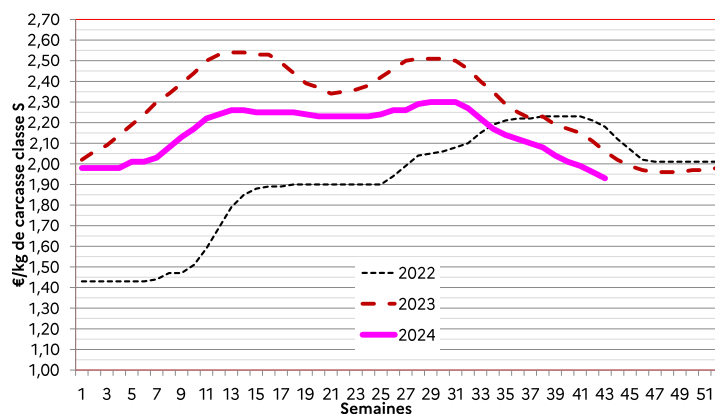
Dans cette situation contrastée, la relative amélioration de la production française trouve sa source d'une part dans les gains de productivité des élevages, d'autre part dans la hausse du poids des carcasses (+0,4 kg depuis janvier, +2,6 kg depuis octobre 2023), ce qui permet à ce stade de préserver les volumes mis sur le marché.



Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises** ont connu un retournement de tendance en août, suivi d'un reflux continu depuis lors (cotations de l'ordre de 1,93 €/kg de carcasse classe S au 21 octobre).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, en net retrait néanmoins sur les niveaux records observés en 2023. Alors que l'offre, avec la baisse des températures, progresse en septembre, la demande de la transformation est également en légère reprise. La demande des ménages français apparaît pour sa part toujours peu dynamique. Ces évolutions tendent globalement à s'équilibrer.



Les principaux **prix européens** sont dans une situation proche de ceux de la France : un recul s'est engagé au mois d'août, l'Europe du Nord (Allemagne, Danemark) connaissant ensuite une stabilisation en septembre. En Espagne en revanche, la fin des fortes chaleurs, qui a permis une reprise de la croissance des porcs, donc de l'offre, a entraîné une phase de reflux des prix. Les cotations espagnoles sont ainsi revenues au même niveau que les cotations allemandes, mais encore 20 centimes au-dessus des cotations françaises. La demande, aussi bien en Europe qu'à l'export reste globalement assez morose.

Échanges

Sur les huit premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France ont reculé (-2 %, -6 kt). En baisse vers l'UE (-4 %, -7 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+2 %, +1 kt) et sur l'Allemagne (+7 %, +1 kt). Vers les pays tiers, elles se sont aussi accrues (+1 %, +1 kt), mais ont reculé vers la Chine (-21 %, -8 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations

chinoises de viande se restreignent toujours plus, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 5 %, + 9 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 22 %, + 3 kt).

Au total, **le solde** est positif en volume (+ 91 Kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 14 %).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022). En 2024, elle connaît un relatif retour à l'équilibre (- 0,2 % en août sur douze mois glissants), sans doute en lien avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2024, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 1,1 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 1,1 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 0,7 % en septembre contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 3,0 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,4 % pour la viande de porc hors élaborés, - 5,1 % pour les saucisses fraîches, - 1,4 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,9 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Pour ce qui concerne les FAB, sur juillet 2024 comparé à juillet 2023, les utilisations nationales de céréales par les fabricants d'aliments pour animaux ont augmenté de 4 % (FranceAgriMer). Sur la période de janvier à juillet 2024, la production d'aliments composés a globalement progressé de 3 % par rapport à 2023, portée par une demande croissante des secteurs de la volaille (+ 5,9 %) et des bovins (+ 4 %). Les chiffres de FranceAgriMer confirment cette tendance à la hausse de l'intégration de céréales, avec une augmentation de 2 % sur la même période (janvier-juillet), marquée par une forte hausse des incorporations de maïs (+ 26 %), tandis que celles de blé tendre et d'orge sont en recul, respectivement de 6 % et 17 %.

Les **fabrications d'aliments composés** évaluées par le SSP ont progressé en volume en juillet 2024 (+ 8,2 % par rapport à juillet 2023), avec des évolutions positives pour toutes les espèces : bovins (+ 8,2 %), porcins (- 0,1 %), poulet (+ 8,2 %), poules (+ 7,1 %).

En août 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,1 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 0,1 %, volailles - 0,1 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP progresse en août à 323 €/t, niveau toujours élevé. L'indice coût matières premières Itavi de septembre 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 2,1 % pour les poules pondeuses et de 1,6 % pour le poulet standard.